



Les activistes annoncent une campagne de boycott des produits de l'entreprise Carrefour au Cameroun.

Le samedi 25 septembre 2021, la terre qui a vu naître Mirabelle le 20 juillet 1996, s'est refermée sur elle en présence des amis, connaissance et proches éplorés.

Mais, le mystère demeure sur la mort de cette jeune étudiante à l'Institut national de la Jeunesse et des Sports(INJS).

Tout commence un soir, quand Mirabelle Lingom tombe de nue, en découvrant ses photos diffusées en boucle sur la toile.

Cette fille issue d'une famille pauvre, vient d'être injustement accusée par des cadres du PCRN, le parti de Cabral Libii, d'être la femme présente dans une sextape du lanceur d'alertes Paul Chouta.

Ses bourreaux sont clairement identifiés, il s'agit notamment de Fritz Franck Messey Messey, Jean Louis Batoum, Clotaire Nguedjo et Julien Bapes Bapes. Ces hommes sans foi ni loi, attribuent à Mirabelle une interview chimérique dans laquelle elle décrivait ses ébats sexuels avec Paul Chouta.

Ainsi donc, les déboires de la jeune femme vont commencer, le jour où elle décide de porter plainte contre les cadres du PCRN sus-cités.

Elle va par la suite être agressée puis violée par des inconnus.

Traumatisée, et dégoûtée par la vie, Mirabelle n'a malheureusement pas eu la force psychologique nécessaire pour tenir. Elle décède ainsi alors que justice ne lui a pas encore été rendue.

Carrefour Maket

L'un des mis en cause, à savoir Clotaire Nguedjo, est employé chez Carrefour Maket. Les activistes annoncent une campagne de boycott des produits de l'entreprise française, jusqu'au licenciement de Clotaire Nguedjo.

« Le mémorandum qui doit être déposée dans les prochaines heures à Carrefour - Douala, contiendra l'ensemble des preuves matériels qui impliquent Clotaire Nguedjo dans l'assassinat de la jeune Mirabelle Christelle Lingom », écrit Boris Bertolt.

« A la suite de ce dépôt, une manifestation de femmes est déjà envisagée devant le siège de Carrefour à Paris pour dénoncer le deux poids deux mesures et l'entrave aux valeurs éthiques et morales de leur succursale au Cameroun », ajoute l'activiste.

« Clotaire Nguedjo aurait été recruté par le cabinet de recrutement APAVE. Carrefour n'a simplement qu'à demander à APAVE de le remplacer. Car aucune multinationale sérieuse ne peut avoir un employé suspecté de viol... Pour l'instant nous appelons d'abord Carrefour avant le lancement d'une vaste campagne de boycott à respecter ses valeurs. Les mêmes qu'elle applique dans les pays occidentaux », conclut-il.
